

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19257 - 74ÈME ANNÉE

Deux semaines après le passage du cyclone, comment éviter pareille catastrophe ?

La solidarité devra être au coeur d'une nouvelle civilisation



Une zone inondée par le cyclone Idai. (Photo HCR/Zinyange Auntony)

Le changement climatique est souvent cité comme un facteur ayant contribué à la catastrophe qu'a subie le Mozambique et le Zimbabwe. Or, ces deux pays, comme les autres de notre région dont La Réunion, n'est pour rien dans la pollution de l'atmosphère à l'origine du dérèglement climatique. Force est de constater que les pollueurs historiques, essentiellement les anciennes puissances coloniales, restent loin d'assumer leur responsabilité en termes de solidarité pour que le Mozambique et les autres pays vulnérables puissent protéger leur population des effets du changement climatique.

Le PAM a besoin de 140 millions de dollars pour les trois prochains mois pour venir en aide aux Mozambicains touchés par le cyclone et les inondations.

« La vie de ces gens a été dévastée. Ils n'ont plus de moyens de subsistance maintenant. Ils ont perdu leurs maisons, leurs fermes, leurs récoltes et leurs proches. Et ils vont avoir besoin d'aide au moins pendant les six à douze prochains mois pour se remettre sur pied », a déclaré jeudi le Directeur exécutif du PAM, David Beasley, dans un communiqué.

« La catastrophe a démontré à quel point les communautés sont vulnérables aux chocs climatiques et va inévitablement faire augmenter les taux de malnutrition déjà élevés », indique le PAM qui estime que « 400.000 hectares de cultures - principalement de maïs - ont été emportés par les eaux quelques semaines seulement avant la principale récolte d'avril-mai. D'autres sources de revenus importantes de la région, comme le bétail et la pêche, ont également

été durement touchées ». D'où ce besoin d'aide jusqu'à la prochaine récolte.

Dans l'immédiat, le PAM compte atteindre 1,7 million des 1,8 million de Mozambicains qui ont besoin d'une aide d'urgence. La plupart ont tout perdu. Les produits alimentaires sont rares sur les marchés où les prix ont déjà été multipliés par cinq.

Changement climatique ?

Cette catastrophe a donné lieu à plusieurs interprétations. Beira, la deuxième ville du pays, a été dévastée. Plusieurs médias ont présenté cette cité comme la « première ville rayée de la carte par le changement climatique ». S'il est bien difficile d'attribuer la survenue des inondations et du cyclone Idai au changement climatique, le réchauffement moyen de la température de la Terre a pour conséquence de faire monter le niveau de la mer et donc d'augmenter le volume de l'océan Indien. Ce réchauffement maintient également plus longtemps la température de l'eau au-delà du seuil nécessaire à la vie d'un cyclone. C'est pourquoi l'impact du changement climatique est nécessairement questionné dans ce phénomène climatique

extrême.

Que font les responsables historiques ?

Or, il est évident que le Mozambique est un pays qui a contribué de manière très marginale à la hausse de la température moyenne à la surface du globe depuis le milieu du 19^e siècle. Les principaux responsables de ce dé-

règlement restent les pollueurs historiques que sont les pays européens, l'Amérique du Nord et le Japon. S'ils subissent également les effets de ces phénomènes, ils bénéficient de moyens financiers leur permettant de s'adapter, et ont déjà fait leur transition démographique. Ils ne sont pas obligés de tenir compte dans leur politique intérieure d'une population en forte croissance.

Malheureusement, ces pollueurs historiques restent bien frileux quant à leurs engagements à la solidarité avec les victimes de leur

croissance économique. Ces derniers ont non seulement subi le pillage de la colonisation par l'Occident, mais doivent aussi faire face aux effets d'une pollution dont ils ne sont pas responsables. Ainsi, la nouvelle civilisation que devra imposer le respect de l'Accord de Paris ne pourra exister que si elle place au cœur de ses valeurs la solidarité avec les peuples.

M.M.

Insécurité alimentaire aiguë

Plus de 100 millions de victimes de crises alimentaires

Le nombre de personnes en situation de crise alimentaire à travers le monde reste largement supérieur à 100 millions pour la troisième année consécutive, et le nombre de pays concernés a augmenté.

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a estimé que malgré une légère baisse du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2018 - la faim dans sa forme la plus extrême - le chiffre annoncé reste beaucoup trop élevé.

« Nous devons agir dans le cadre

d'une approche globale articulée autour d'un axe humanitaire-développement-paix pour renforcer la résilience des populations touchées et vulnérables. Pour sauver des vies, nous devons également préserver leurs moyens d'existence », a-t-il ajouté.

Le Rapport mondial est réalisé chaque année par le Réseau mondial contre les crises alimentaires, un groupe d'agences internationales actives dans l'aide humanitaire et l'aide au développement. Cette année, le rapport a été présenté lors de l'événement de haut niveau intitulé « L'alimentation et

l'agriculture en temps de crises » qui se tient à Bruxelles les 2 et 3 avril. Il examinera la mise en œuvre de méthodes et de solutions novatrices pour prévenir et gérer les crises alimentaires, ainsi que celle d'une feuille de route afin de construire une action conjointe dans les années à venir.

Près des deux tiers des personnes touchées par l'insécurité alimentaire aiguë vivent dans les huit pays suivants : l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Nigéria, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen.

In kozman pou la rout

« La kolèr lo sho i bril pa lo mir »

Mi pans kozman-la sa in kozman provèrb bannzil komor mé mi pans moin la fine vi ali dann bann provèrb in bonpé péi l'afrik. Si ni baz dsi lo sans prop, la pa difisil pou konprann ali : si i anvoye in kastrol lo bouyant dsi in mir, i fé pal o mir arien. Sa é vré sirtou si lo mir lé an béton, sansa si li lé fé avèk pyèr artifiziyèl. Si lo mir lé fé avèk la tèr damé, par l'fète la tèr rouj i vo myé pa fé sa souvan pars momandoné la tèr damé va komans izé é afors izé lo mir li mèm va fini par fonn par plas donk gingn lo shok. Mé si ni baz dsi lo sans figiré i vé dir sinplomman si ou i mète aou an kolèr, tro an kolèr, ébin ou i fé pa pèr pèrsone épi out l'ènmi i kass pi la tête pou out ménas, si ou i ménas. Sa i vé dir anou la kolèr la pa in prèv dé fors mé la plipar d'tan in prèv féblèss. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi éni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Réunion-Madagascar : des propos encourageants

Les articles parus dans "Témoignages" sur les activités organisées entre La Réunion et Madagascar ont provoqué plusieurs réactions. Nous retiendrons celles de Luçay Maillot (26 mars), Aimé Técher (29 mars) et Jean Victor Rajasoa (8 février et 25 mars).

L. Maillot rappelle qu'il a effectué une petite partie de ses études à Madagascar. Mais c'est suffisant pour nourrir des réflexions sur nos rapports passés et futurs. Notons cet extrait : "Aujourd'hui nous sommes ancrés dans l'Union européenne ; mais n'oublions pas notre appartenance géographique et culturelle aux peuples et nations de l'océan indien et que cette appartenance nous impose encore un devoir de solidarité fraternelle envers nos voisins".

A. Técher raconte sa quête de vérité sur le massacre des révoltés malgaches. Une initiative personnelle qui l'a conduit sur le terrain des opérations à Moramanga ou à Vatmandry. Il écrit : "Le 5 novembre 2018 je visitais le Musée de la Gendarmerie beau musée et pédagogique, la gare et des fosses communes de la ville de Moramanga. J'ai pu rentrer dans un des wagons où ont été parqués ces braves révoltés malgaches et pu mettre mes doigts dans les impacts : 700 hommes malgaches parqués ont entendu le crépitement des mitraillettes plus de moitié d'entre eux sont morts." Il rappelle le sang versé par des Malgaches pour libérer la France, et s'interroge sur cette liberté refusée aux Malgaches deux ans après 1945. Pour lui, il y a là un silence insupportable du côté français.

Ces 2 contributions rejoignent l'effort fait par le PCR pour aider à l'émergence d'une conscience réunionnaise qui repose sur des valeurs de Paix, de Solidarité et de Fraternité. Plus jamais, La Réunion ne doit être la colonie colonisatrice des autres peuples. Et, c'est toujours l'étude de l'histoire qui donne à comprendre. Le cas du jeune soldat

Francis Sautron, démobilisé à Madagascar, qui devient créateur de syndicats et représentant politique à Diego-Suarez est un exemple que la conscience naît de l'action. Il n'avait aucun antécédent politique quand il a quitté son Tampon natal pour l'armée. Il a fini par réclamer l'abrogation de la loi d'annexion de Madagascar et sa transformation en colonie française. Il a échappé à 17 attentats.

Dans ces conditions, comment ne pas partager les propos de Jean Victor Rajasoa, apparemment habitant à Majunga. Le 8 février, il parle de notre compatriote en ces termes : " C'est une personne exceptionnelle, dans ses engagements pour la Liberté et la démocratie. Madagascar - et en particulier Antsiranana (Diego Suarez) - se souviendra toujours de cette personnalité de grande qualité. C'est un symbole de l'amitié entre Réunionnais et Malagasy. Que sa mémoire reste vivante dans nos cœurs et dans notre Histoire !" Le 25 mars, il a réagi à notre Conférence tenue à Diego-Suarez : " C'est émouvant. C'est rassurant, Francis Sautron est toujours là pour le combat commun de Madagascar et de la Réunion pour la Paix et la Liberté. Merci à tous les acteurs de cette rencontre d'Antsiranana. L'idée d'une Fondation F. Sautron est mémorable, il faut l'activer et le faire au plus vite mais assuré."

La proposition de cette Fondation rejoint notre intervention à l'Université de La Réunion le 13 février où nous avons déclaré : "Nous aurions failli à notre responsabilité historique si nous avions gardé le silence sur son exemple d'engagement, de probité et d'altruisme". Les propos de Maillot, Técher, Rajasoa... sont autant de messages très encourageants pour la suite.

Ary

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Visite de plusieurs lieux de massacres perpétrés par l'armée française en 1947

Moramanga : la délégation réunionnaise salue la mémoire «de ceux qui se sont révoltés»



Recueillement devant l'emplacement d'une fosse commune.

Ce 26 mars, la délégation réunionnaise s'est rendue sur des lieux de mémoire de la révolte de 1947 à Moramanga : gare où furent exécutées plus de 160 personnes prisonnières dans trois wagons, lycée Victorien Razafindrabe où affleurent dans la cour des ossements émergents d'une fosse commune, un mémorial érigé sur une autre fosse commune et le Musée de la gendarmerie, musée qui concerne également l'histoire de Madagascar et particulièrement la révolte de 1947.

Le premier jour de la visite de la délégation réunionnaise à Moramanga était placée sous le signe de la connaissance historique et de l'émotion. En effet, elle est allée visiter trois lieux de répression de la révolte de 1947 à Madagascar, et un musée disposant d'un fonds relatif à cet événement historique. En 1947, les Malgaches étaient

tellement réprimés par le régime colonial qu'une partie de la population a osé risquer sa vie pour libérer le pays des inégalités de ce système. L'année précédente, les Malgaches avaient élus trois députés du Mouvement démocratique de la révolution malgache (MDRM). Ils militaient pour l'abrogation de la loi de 1897 déclarant l'annexion de Madagascar à la France. Ils avaient déposé une proposition de loi en ce sens. Mais le pouvoir a refusé d'examiner le texte, poussant à bout des Malgaches qui ont choisi d'organiser une insurrection armée le 1er avril 1947. A Mouramanga, les révoltés avaient décidé de prendre d'assaut le 29 mars la caserne de la base militaire française afin de se procurer des armes. Plusieurs personnes furent tuées dont le commandant français de la base. Ce fut le point de départ d'une répression qui fit plus de 100.000 morts.

La gare des fusillés

Moramanga était l'épicentre de cette révolte. C'est là également que l'armée française imposait au peuple malgache les méthodes que la France subissait encore deux années auparavant quand elle était occupée par une puissance étrangère. Rappelons que des Malgaches avaient participé à la libération de la France, et que les responsables des exactions subies par les Français ont été reconnus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

A Moramanga, l'armée française a perpétré des crimes de masses, faisant plusieurs milliers de victimes enterrées dans des fosses communes qui ne sont pas encore toutes identifiées. Ce 26 mars, la délégation réunionnaise conduite par Simone Yée Chong Tchi Kan, présidente de REAGIES, s'est rendue sur trois lieux de ces massacres.

Le premier était la gare de Moramanga. L'armée française avait décidé d'y entasser plus de 160 prisonniers dans trois wagons de marchandises. Ordre a été donné de tirer à la mitrailleuse pour assassiner toutes ces personnes, il n'y eut aucun survivants. Près de la gare, la délégation s'est arrêtée devant la stèle «29 mars 1947». C'est devant ce monument que chaque année, les plus hautes autorités de Madagascar viennent commémorer la révolte.

Une fosse commune dans un lycée



Dans la cour du lycée, les os de victimes de la répression de 1947 affleurent à la surface.

La seconde étape était le lycée Victorien Razafindrabe. Au plus de plusieurs années, des ossements ont commencé à émerger dans la cour du lycée à cause de l'érosion. Il s'agit d'une fosse commune où un nombre indéterminé de Malgaches a été enterré par l'armée française. Les os sont distinctement visibles dans la cour de récréation, et sont chacun la partie d'un corps d'un révolté. Le lycée se situe sur un lieu qui était connu comme la gare des indigènes dont les 4 bâtiments servent aujourd'hui de salle de classe. Ce lycée se situe près d'une maison de style colonial, où après avoir été extraits de la prison juste à côté, les Malgaches étaient sommairement jugés avant d'être fusillés et jetés dans la fosse commune toute proche. Le second lieu visité est un mémorial érigé sur une autre fosse commune, à une centaine de mètres du lycée. Des ossements ont été rassemblés dans un monument, devant lequel se situe une stèle «En mémoire de ceux qui se sont révoltés».

Là encore, c'est un lieu chargé d'émotion, où reposent des

victimes de l'ordre colonial qui ne peuvent être identifiées.

Solidarité avec le Musée de la Gendarmerie

Cette séquence mémorielle s'est terminée par la visite du Musée de la gendarmerie de Madagascar, qui est également un musée sur

l'histoire de Madagascar, notamment sur la révolte de 1947. Son directeur a précisé que le choix d'implanter ce musée était lié au fait que Moramanga était l'épicentre de l'insurrection. Plusieurs salles ont permis aux Réunionnais de découvrir la situation précoloniale, le régime colonial et l'évolution du pays depuis l'indépendance.

Dans la partie sur la révolte de 1947, les Réunionnais ont pu lire les noms des plus de 160 personnes qui ont été exécutées dans les trois wagons dans la gare de Moramanga.

Ils ont également pu découvrir des objets liés à l'activité de la gendarmerie, ainsi que des totems funéraires, et une histoire des transports à Madagascar résumée en quelques véhicules exposés.

La visite s'est conclue par la remise au directeur d'une imprimante scanner et d'un vidéoprojecteur. Ce cadeau est le résultat d'une action de solidarité de REAGIES, il permettra notamment de réaliser la numérisation des nombreuses photos du fonds muséal.

M.M.



Daniel Singaïny remet au directeur du Musée de la Gendarmerie un matériel permettant de numériser les nombreuses photos du fonds documentaire.

Oté

In n'afèr i mank anou : l'édikasyon populèr !

Mi koné pa si zot lé konm moin mé souvan dé foi, mi pèrd somèye pars mi di néna kant mèm in kantité zafèr mi koné pa dsi mon péi. Poitan mon péi lé pti, in sinp galé dann loséan indien. Poitan li lé péplé dopi solman troi syék édmi. Poitan dizon lékol I fé lo plin é kaziman tout la popilasyon sava lékol dopi dé zénérasyon é dé zénérasyon. An pliské sa, nou néna in bonpé télé, in bonpé radio, bann gran-gran zoinal épi l'internet lé kant mèm bien vivan.

Alor, pou kosa I diré ni koné pa bien nout péi : son listoir, son zéografi, son lékonomi épi tout sak I s'ansui. Pou kosa ni koné pa bien l'indyanoséani : nou lé kaziman ignoran par raport la réalité Madagaskar, l'Afrik de l'est, épi bannzil loséan indien – sof pétète lil Maurice. Ankor ni koné sa konm tourist é pa konm demoun o kouran d'in réalité lé pa tro loin par raport anou.

Lé vré néna in bonpé d'moun ilétre é lé touzour parèy ané pou ané moi pou moi, zour pou zour. Lé vré galman lo linformasyon ni rosoi lé pa in linformasyon nou la shoizi. Lé vré bann sant lintéré sé pa nou i desid sa, mé sé lé zot, demoun déor la plipar d'tan. Lé vré galman nou élite-souvan sak I sort déor-la poin pou traka d'fé konète anou nout péi épi lo bann péi nout lantouraz. Armète avèk sa, lo

bann program éskolèr, i rogard diréksyon lo nor, diréksyon La Frans é pa nout l'anvironeman anou.

Tousa lé vré, mé sak lé sir sé ké nout l'intéré sé d'konète anou, konète nout l'antouraz, konète nout voisinaz tèl fason ni kass lo ron infèrnal l'alyénasyon. Fasil a dir mé difisil pou fé ! Pars dann l'indistri la konésans nou la poin la min. L'informasyon, l'instriksyon, in gro paké la kiltir nou la poin la min dosi. Kisa néna la min, La frankokrasi konm in pé i di é mi pans lé vré.

Pou la kiltir nou l'aprann rézisté konm moin la fine dir souvan dé foi. Pou lédikasyon, pou linformasyon i fo galman ni lèv la tête é si nou lé pa mète lo bann shène linformasyon, lo bann program l'édikasyo kosa i fo fé ? Mi pans i fo ni domann nout responsabilité ladan é nout lotonomi dann sète afèr la. An atandan, i fo ni dévlop in n'afèr i mank anou bonpé sé l'édikasyon popilèr.

Justin